

Convergence citoyenne pour une Alternative de gauche
Alternative Citoyenne, la Gauche autrement
en Basse Normandie
ANPAG

CPE : la précarité n'est pas inéluctable !

Pourquoi le CPE ?

Pour rendre service aux jeunes qui galèrent pour atteindre un premier emploi?

Non, pour revenir sur les protections du code du travail contre les licenciements !

Définir collectivement une alternative devient urgent !

Brusquement la droite découvre la précarité, l'horreur du CDD après avoir dit pendant des années (avec une partie de la gauche d'ailleurs !) qu'un sous emploi valait mieux que pas d'emploi du tout en ignorant que beaucoup de chômeurs sont en emploi précaire .

. Villepin nous propose de revenir à la situation d'avant 1973 où le contrat de travail pouvait être rompu " à l'initiative d'une des parties ". La loi du 13 juillet 1973 imposait une " clause réelle et sérieuse " pour justifier le licenciement.

Le CPE rétabli le pouvoir absolu du patron, supprimant les garanties des salariés.

Pourquoi une telle ségrégation ?

Ce dispositif (tout comme le CNE) fait des jeunes des citoyens de seconde zone, des salariés en précarité obligatoire

Le premier ministre prétend défendre les jeunes des banlieues en précarisant tout le monde, il ne fait que rendre encore plus fortes les inégalités, tout en réduisant les droits de tous.

Le patronat craint la baisse du chômage,

inéluctable grâce au départ en retraite des salariés nés au moment du Baby boom.

C'est l'utilisation du chômage de masse qui lui a permis de faire baisser considérablement la part des salaires dans la richesse depuis 20ans: **l'insécurité sociale doit se maintenir.**

La reprise de l'emploi des années 2000 avait déjà conduit le patronat à mettre en place le PARE, le contrôle des chômeurs pour les obliger à prendre n'importe quel emploi à n'importe quel prix.

Maintenant le CPE, le CNE organisent l'obligation de la précarité au moment où elle pouvait se réduire pour les jeunes et les chômeurs.

Des personnes qui tournent entre chômage et emplois précaires pour faire baisser les statistiques, des salariés soumis par la crainte du lendemain, moins chers parce sans possibilité de négocier : voilà le rêve du MEDEF. Villepin le fait.

La prochaine étape sera-t-elle , sous prétexte d'égalité, de mettre fin pour tous aux protections contre le licenciement ?

Ce libéralisme autoritaire n'est pas inéluctable, indépassable. D'autres choix sont possibles qui nous évitent la barbarie, la guerre et le désastre écologique annoncés. Les mouvements sociaux, altermondialistes inventent et expérimentent des solutions alternatives qui peuvent nous servir pour définir cet autre monde pas seulement possible mais nécessaire pour sortir de la barbarie et l'insécurité dans laquelle le libéralisme nous enferme.

Pour garantir à chacun(e) une place dans la société et des moyens de vivre tout au long de sa vie, le droit à la formation, au travail dans des emplois de qualité...

La suppression du chômage, de la précarité, du sous-emploi et de la pauvreté est aujourd'hui possible dans une société rendue assez riche par l'immense productivité du travail pour satisfaire les besoins de toutes et tous dans les domaines de l'emploi, de la santé, de la formation, du logement...une protection sociale élargie de plus haut niveau est indispensable aujourd'hui.

Une transformation de la répartition des richesses est possible par une autre politique de l'Etat qui développe l'emploi public et les services publics pour répondre aux besoins sociaux (droit à la santé assuré par une Sécurité reconstruite, droit au logement). Mais aussi par une modification de la responsabilité des entreprises à l'égard des habitants de leur région et du pays (des obligations à l'égard de l'emploi), et un changement des "politiques sociales" de celles ci : extension des pouvoirs des représentants des salariés, contrôle accru (qui permette à l'inspection du travail de faire son travail) du droit du travail et des licenciements, pénalisation des embauches précaires, responsabilisation des donneurs d'ordre vis à vis de leurs sous-traitants, une autre politique fiscale et bancaire ...voilà des outils pour une volonté politique transformatrice, que nous soumettons au débat

La Réduction du Temps de travail pour tous définie par la loi pour répondre aux besoins de formation et au

besoin de temps pour soi, est la mesure centrale d'une lutte contre le chômage qui rompe avec un traitement social ségrégué.

Le droit à la formation deviendra un instrument d'amélioration des emplois et non le prétexte à des ségrégations renforcées entre les divers emplois (des formations qualifiantes pour les uns, des stages parking pour les autres...)

Dans une telle perspective, le droit à un revenu garanti lié au SMIC est à la fois un outil de lutte contre les bas salaires et le sous emploi. Il n'est pas seulement une mesure d'urgence pour restaurer le droit à vivre de ceux qui subissent aujourd'hui des minima de survie, c'est aussi la préfiguration de garantir le revenu d' "aller et venues" choisies entre périodes de travail et périodes soit de formation soit d'activités sociales utiles.

Abroger les lois sur les retraites participe de la modification des rapports de forces au profit des salariés en permettant de libérer des postes de travail.

... Nous voulons une intervention citoyenne collective qui impose comme centrales dans le débat public ces exigences portées par les combats sociaux

Nous pouvons imposer dans le débat public ces exigences pour une alternative, débattre avec le plus grand nombre de personnes des mesures à prendre, bref nous lancer dans une élaboration populaire de ce que doit être l'alternative : que ce soit en termes de perspectives pour changer le monde, de mesures d'urgence ou d'un programme pour les futures échéances électorales et de participation aux enjeux électoraux et institutionnels.

Battre la droite c'est d'abord s'opposer dans la rue à ce qu'elle fait, mais aussi élaborer des mesures alternatives et s'engager dans une construction politique susceptible de tirer toute la gauche vers une politique de transformation sociale.

Signez l'appel " Pour des candidatures unitaires de la Gauche Anti-libérale "

<http://www.alternativeunitaire2007.org/>

Convergences citoyennes pour une alternative de gauche : <http://www.alternative-citoyenne92.org>

Alternative citoyenne, La Gauche Autrement en Basse Normandie/ANPAG <http://anpag.org/> BP 6269 14067 Caen cedex 4